



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

27/08/2026

La dette et les affrontements secondaires.

La pré-entrée sur la scène économique internationale est marquée par les annonces au sujet de la dette publique des États-Unis. Elle aurait passé la barre des 40.000 milliards de \$, chiffre spectaculaire s'il en est. En fait, ce serait plutôt 32.000 milliards avec 8 milliards de dettes intra-gouvernementales, mais ne chipotons pas, d'autant que d'après une projection à 2036, cette dette pourrait représenter 120% du PIB du pays (aujourd'hui environ 30 000 milliards de \$). Elle atteignait 20.000 milliards de \$ en 2016 avec un effet en 2020 de la crise sanitaire (+ 4.200 milliards pour la dette) et une progression annuelle moyenne de plus de 2.000 milliards depuis, soit le double des années antérieures. L'accélération envisagée entre 2025 et 2026 (+3.000 milliards) s'explique sans doute par des dépenses militaires plus intenses.

Cette dette est essentiellement détenue par des résidents états-uniens (76%), dont la moitié par le système financier, banques et Fonds de pension (dont 20% par le Federal Reserve System).

Les trois plus grands types de créanciers étrangers selon leur origine sont dans l'ordre le Japon (1.200 milliards), le Royaume-Uni (889 milliards), la Chine (683 milliards). La France, avec 376 milliards, se classe derrière le Luxembourg (426 milliards) et... les îles Cayman (427 milliards).

L'exposé fastidieux de tous ces chiffres faramineux a pour seul but de mettre en lumière l'importance de cette dette, celle-ci loin de constituer une calamité, serait plutôt une partie importante de l'ossature des circuits financiers internationaux.

Même si sa part a baissé ces dernières années, le dollar américain demeure la principale devise des échanges internationaux (60%) et toutes les cotations de matières premières s'établissent dans cette devise. Aussi, les États-Unis conservent un avantage acquis (des suites de l'accord de Bretton-Woods à la fin de la Seconde Guerre mondiale qui instituait cette monnaie comme pilier du système monétaire international) dans la mesure où tout le monde a besoin de dollar ou des titres financiers libellés en dollar en réserve.

Pour toutes ces raisons également, les circuits financiers internationaux sont très attentifs aux décisions de la Fédéral Reserve (la banque centrale états-uniennes) car cette institution décide du « prix » du dollar sans prioriser les effets attendus à l'international car comme toute banque centrale, elle demeure d'abord attentive aux équilibres économiques et financiers de son environnement domestique. Ainsi, le taux directeur actuel (3,75%) pourrait être révisé à la hausse si le conseil d'administration l'estime nécessaire afin de réduire l'inflation aux États-Unis (selon leurs vues et leur propre théorie économique). Un relèvement du taux n'est certes pas bon pour l'activité économique en général mais rendrait le dollar plus attractif pour les spéculateurs avec en fin de course une revalorisation de cette monnaie par rapport aux autres.

Pour compléter le tableau, les six plus grands acteurs de la finance internationale sont états-uniens, Black Rock et consort gèrent des portefeuilles de dizaines de milliers de milliards de \$. Cette puissance financière permet également de développer des politiques de justice extraterritoriale, il est déconseillé par exemple de commercer en dollar américain avec un pays sous sanction états-unienne.

Les commentaires au sujet de la dette, certes très importante, mais ce n'est pas nouveau, doivent également être resitués dans les polémiques entre le gouvernement et la Federal Reserve (Fed), jalouse de son indépendance, tout comme l'ensemble du monde financier et les éditorialistes du *Monde*. L'administration Trump privilégie la croissance à l'inflation (objectif de 2% pour la Federal Reserve) aussi elle n'a eu de cesse de réclamer une baisse des taux d'intérêt directeurs (« prix » pour obtenir des dollars auprès de la Banque centrale, intervenue en début d'année). Depuis, le patron de la Fed a été remplacé par un candidat adoubé par l'administration Trump et le Sénat. Il pèse sur lui le soupçon d'être inféodé à la Présidence.

Au cœur du sujet : l'indépendance de la Banque centrale faisant plus sujet de ce côté-ci de l'Atlantique car aucun gouvernement européen n'envisage de demander des comptes à la Banque centrale européenne. Selon la doxa orthodoxe, une banque centrale doit être indépendante pour « garantir la stabilité des prix et la confiance dans l'économie ». Il n'est jamais précisé la confiance de qui, ni même l'influence précise de la politique monétaire sur le cours des matières premières.

Le débat économique aux États-Unis relève des contradictions secondaires entre capitalistes : d'un côté l'administration Trump, curieusement keynésienne en diable, dont le souci est de relancer la croissance économique, la réindustrialisation. Elle a donc urgemment besoin d'une politique de crédit à taux plus faible (pour doper l'investissement) voire la consommation à crédit, quitte à déclencher une dépréciation du dollar, excellent remède, aussi, contre les importations. De l'autre, le système financier local mais très internationalisé refuse la perspective d'une baisse de rendement de ses activités et d'une dépréciation du dollar.

La politique de « relance » envisagée par l'administration Trump risque certes à court terme de gonfler la dette mais pas davantage que lors du sauvetage du système financier en 2008. Cette dette serait de moins bon rapport, ceci ennuie le monde de la finance.

Le problème principal, ici comme ailleurs, demeure l'orientation générale d'une politique économique au service du capital, tendant naturellement à creuser les déficits publics, ne serait-ce que par une fiscalité très favorable à ses intérêts. Et comme toujours, la facture, d'une manière ou d'une autre, est payée par le monde du travail. Il est encourageant de le noter, les travailleurs états-uniens ont montré une réelle capacité à se mobiliser ces dernières années, avec quelques succès notoires. Il reste à construire pour le monde du travail des États-Unis d'Amérique un outil politique pour défendre ses intérêts dans lesquels ne figurent pas en priorité les rendements des obligations d'État.